



HAL
open science

Géopolitique du marché des hydrocarbures en Asie centrale

Isabella Damiani, Victoria Bachelet

► **To cite this version:**

Isabella Damiani, Victoria Bachelet. Géopolitique du marché des hydrocarbures en Asie centrale. 2016. hal-04646869

HAL Id: hal-04646869

<https://hal.science/hal-04646869v1>

Submitted on 17 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Géopolitique du marché des hydrocarbures en Asie centrale

Victoria Bachelet, étudiante en géographie à l'université de Paris Diderot

Isabella Damiani, maître de conférences en géographie à l'université de Versailles Saint Quentin

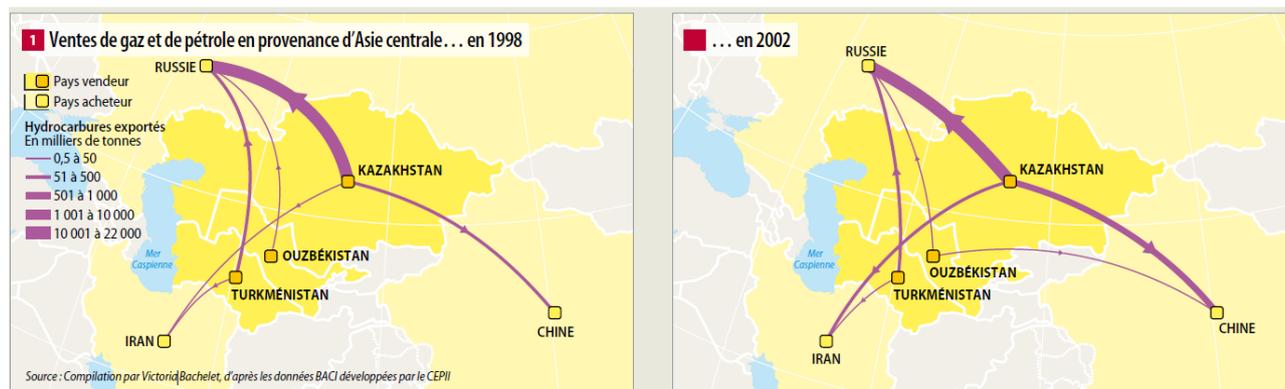
L'Asie centrale possède parmi les plus importantes réserves d'hydrocarbures (gaz naturel et pétrole) de la planète. En Asie le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan exportent principalement vers la Russie, la Chine et l'Iran. Dans un contexte de lutte d'influence entre ces puissances, quel est l'avenir de cet important centre énergétique post-soviétique ?

La disparition de l'URSS en 1991 n'a pas provoqué de changements immédiats dans le commerce des hydrocarbures en Asie centrale. La Russie, avec la création de la Communauté des États indépendants (CEI), a réussi à garder, dans les années 1990, un certain monopole dans l'achat des ressources, notamment au Kazakhstan et au Turkménistan (avec respectivement 10,3 millions de tonnes et 94660 tonnes achetées en 1998). L'Ouzbékistan, dont les réserves en gaz ont longtemps été exploitées par la Russie, n'exporte alors que vers cette dernière (29740 tonnes). Le transport vers la Russie est facilité par la présence exclusive sur le territoire des infrastructures d'acheminement d'origine soviétique.

La montée en puissance de la Chine

Dans la seconde moitié des années 1990, des événements géopolitiques importants se manifestent et influencent les échanges énergétiques des années à venir, notamment du côté du Turkménistan : la déclaration de neutralité du pays en 1995 et la construction en 1997 d'un gazoduc entre Korpezhe, du côté turkménistanais de la mer Caspienne, et Kord-Kuy, en Iran. Achgabat pose ainsi les bases d'une nouvelle politique du marché des hydrocarbures, qui s'applique dans les années 2000, en augmentant la vente de gaz au voisin iranien (27960 tonnes en 2002, contre 492 quatre ans auparavant), tout en gardant des bonnes relations commerciales avec la Russie, qui ne jouit plus du

monopole des années 1990, mais voit ses importations en hydrocarbures turkménistans atteindre 142712 tonnes en 2002.



Le Kazakhstan était le seul pays producteur centrasiatique qui, dès 1998, exportait à la fois vers la Russie, la Chine et l'Iran. Cependant, cette politique pro-russe est soulignée du point de vue géopolitique par le déplacement, en 1997, de la capitale d'Almaty à Astana, proche de la frontière (et de la minorité) russe, et par l'intégration du Kazakhstan en 2000 à la Communauté économique eurasiatique (EURASEC), ancêtre de l'Union économique eurasiatique (UEEA), mise en place en janvier 2015. En ce qui concerne l'Ouzbékistan, l'Iran n'a jamais été concerné par les exportations de ce pays. Néanmoins, dès le début des années 2000, pour la première fois en Asie centrale, une alternative d'acheminement des hydrocarbures au réseau soviétique est envisagée. La Chine, un voisin avec qui l'Asie centrale avait surtout communiqué via Moscou et l'Organisation de coopération de Shanghai, concrétise deux nouveaux réseaux : l'oléoduc Kazakhstan-Chine et le gazoduc Asie centrale-Chine, tous deux terminés en 2009.



Ces investissements massifs en Asie centrale ont fait de la République populaire, au début des années 2010, le nouveau grand importateur d'énergie centrasiatique. En 2013, Pékin devient le plus important concurrent de Téhéran au Kazakhstan, mais surtout de Moscou (11,6 millions de tonnes vendues, contre 6,4 millions en 2007). Pour le Turkménistan, un changement majeur est survenu entre 2002 et 2007 en ce qui concerne l'Iran, avec une chute des échanges et, entre 2007 et 2013, l'avènement du monopole chinois. Si, en 2002, la Russie gardait encore la main sur les hydrocarbures vendus par Achgabat, la République populaire achète 17,7 millions de tonnes en 2013, contre seulement 726 tonnes vendues à Moscou. Les exportations énergétiques de l'Ouzbékistan, qui avait préféré leur donner peu de place, ont augmenté de manière considérable vers la Chine entre 2007 et 2013, passant de 56800 tonnes à 2,1 millions. Parmi les raisons de ce changement figurent un éloignement plus important de la Russie, avec l'objectif de plutôt multiplier les alternatives diplomatico-économiques, l'auto-suspension de Tachkent de l'EURASEC en 2008, la stabilisation du transport énergétique du réseau chinois et l'ouverture de l'Ouzbékistan vers d'autres types de coopérations avec la Chine, notamment pour des projets ferroviaires transfrontaliers.

L'ambition de Moscou

Cependant, en 2011, un événement géoéconomique majeur bouleverse le marché énergétique centrasiatique. Une nouvelle union douanière est imaginée entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, qui permet une libre circulation de marchandises parmi ces pays. Ce projet se concrétisera à travers l'UEEA en 2015 avec l'arrivée de l'Arménie et du Kirghizstan. La Russie, à travers ce nouveau partenariat, pourrait-elle se repositionner comme l'acheteur principal du marché énergétique centrasiatique vis-à-vis de l'Iran, mais surtout de la Chine ? L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont décidé de ne pas adhérer à cette nouvelle structure ; ce choix diplomatique est souligné par le solide monopole chinois sur l'énergie de Tachkent et Achgabat. Pékin regarde aussi le projet TAPI qui traverse l'Afghanistan.

La Russie a perdu le marché énergétique du Turkménistan et de l'Ouzbékistan. Toutefois, le Kazakhstan, malgré les 11,8 millions de tonnes vendues à la Chine en 2013, est prêt à réinvestir dans l'UEEA, nouveau projet post-soviétique. Ce marché unique eurasiatique pourrait-il avantager Moscou à long terme quant à l'énergie kazakhstanaise en dépit du solide partenariat entre Astana et Pékin ?

